



République de Côte d'Ivoire
Comité National chargé de la mise en œuvre du Programme Compact du Millennium
Challenge Corporation (CNPC-MCC)
COORDINATION NATIONALE DU PROGRAMME COMPACT COTE D'IVOIRE – MCC

DEMANDE DE QUALIFICATIONS DE CONSULTANTS INDIVIDUELS

**Recrutement d'experts en mobilisation communautaire et en engagement
des parties prenantes pour l'évaluation des Propositions/Offres dans le
cadre des Passations de Marchés du MCA- Côte d'Ivoire**

(Projet Compétences pour employabilité et productivité)

Information Générales

Pays	Côte d'Ivoire
Ville/Localité	Abidjan
Projet	Compétences pour employabilité et productivité
Référence :	CNPC/CONSULT/ICS/025
Date limite de réception	09 Novembre 2018 ; 15h00 heure d'Abidjan.
Source de financement	Millennium Challenge Corporation
Acheteur	Millennium Challenge Account-Côte d'Ivoire / CNPC

Contacts Information :

Coordination Nationale du Programme Compact Côte d'Ivoire-MCC

Att : Agent de Passation des Marchés

Tropic III, Angle Rue 148 Jesse Owens et Blvd de la République
(Face Hôtel Tiama), 3ième étage, Apt. D32, Abidjan-Plateau, Côte d'Ivoire
Email : MCACotedIvoirePA@cardno.com
Site Web : www.cnpc-mcc.ci

1. Les États-Unis d'Amérique, agissant par le biais du Millennium Challenge Corporation (« MCC ») et le Gouvernement de Côte d'Ivoire (le « Gouvernement ») ont signé un Compact d'assistance au Millennium Challenge Account d'un montant approximatif de cinq cent vingt-quatre millions sept cent quarante mille dollars américains (524,740,000 \$) (« Financement du MCC ») visant à promouvoir la réduction de la pauvreté et la croissance économique en Côte d'Ivoire, (le « Compact »). Le Gouvernement, agissant par l'intermédiaire de la Coordination Nationale du Programme Compact Côte d'Ivoire-MCC (MCA- Côte d'Ivoire / CNPC), entend utiliser une partie du Financement du MCC pour les paiements admissibles en vertu du contrat pour lequel la présente Demande de Qualifications est lancée. Tous paiements versés par le MCA- Côte d'Ivoire / CNPC conformément au contrat proposé seront soumis, à tous égards, aux

modalités du Compact et des documents s'y rapportant, y compris des restrictions sur l'utilisation du Financement du MCC et des conditions de décaissement du Financement du MCC. Aucune partie autre que le Gouvernement et l'Entité MCA n'obtiendra de droit en vertu du Compact ou n'aura de droit quelconque relativement aux montants du Financement du MCC. Le Compact et ses documents associés peuvent être consultés sur le site Internet du MCC (www.mcc.gov) et sur le site Internet de l'Entité MCA (<http://www.cnpc-mcc.ci>).

2. L'objectif des services de la présente Demande de Qualification est la constitution de panels d'évaluateurs techniques de haut niveau pour l'évaluation de propositions/offres qui seront issues des processus de sélection suivants :

POUR L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE : (i) Recrutement d'un Cabinet de Consultant pour le Suivi Environnemental et Social (ESOC) pour le projet Skills, (ii) Recrutement d'une ONG internationale chef de file pour la mobilisation communautaire et l'engagement des parties prenantes dans le cadre de la construction des collèges de proximité dans les régions de Gbêkê et de San Pedro, (iii) Sélection d'un consultant sur la base d'un Contrat à quantité indéfini (IDIQ) pour la conception architecturale et technique, les levés topographiques, les études de phase de conception connexes la supervision, le suivi et le contrôle des travaux de construction des collèges de proximité, (iv) Recrutement d'un consultant (firme) pour le développement et l'opérationnalisation d'une Politique Genre au sein du Ministère de l'Education Nationale de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle (MENETFP), (v) Sélection des entreprises pour la construction des collèges de proximité, (vi) Recrutement d'un Consultant (individuel) pour le design/architecture détaillé du système d'information de gestion de l'Education (SIGE) intégré au sein du MENETFP, (vii) Recrutement d'un consultant (firme) pour le développement et la mise en œuvre du système d'information de gestion de l'Education (SIGE) intégré au sein du MENETFP, (viii) Recrutement d'une institution partenaire de l'Ecole Normale Supérieure (ENS) pour la formation initiale et continue des enseignants du secondaire, (ix) Recrutement d'un consultant (firme) pour les études, le suivi et le contrôle des travaux de construction de deux antennes de l'Ecole Normale Supérieure (ENS) (à Bouaké et à San Pedro), (x) Sélection des entreprises pour la construction de deux antennes de l'ENS (à Bouaké et à San Pedro), (xi) Recrutement d'un Consultant pour une assistance technique au MENETFP pour le renforcement du système d'évaluation des acquis des élèves du secondaire, (xii) Recrutement d'un consultant individuel pour la supervision et le Renforcement institutionnel pour la prise de décision (Amélioration de la qualité du système) au sein du MENET-FP.

POUR L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET LA FORMATION PROFESSIONNELLE (ETFP/TVET) : (xiii) Sélection d'un consultant (firme) pour la gestion du fonds pour la création des centres EFTP en Partenariat pour le Développement des Compétences (PDC), (xiv) Deux appels à projets pour le développement des centres EFTP en PDC, (xv) Recrutement d'un consultant (firme) pour les études, le suivi et le contrôle des travaux de construction de centres EFTP en PDC, (xvi) Sélection des entreprises pour la construction de centres EFTP en PDC, (xvii) Recrutement d'une assistance technique pour l'appui aux centres EFTP en PDC, (xviii) Recrutement d'une assistance technique pour l'appui au fonctionnement, la maintenance des équipements et le suivi de l'insertion professionnelle dans les centres EFTP en PDC, (xviii) Recrutement d'une assistance technique pour l'analyse et l'élaboration des politiques relatives à l'EFTP et au cadre juridique pour le fonctionnement des Centres PDC de l'EFTP, (xx) Recrutement d'une assistance technique pour la conception et la mise en œuvre d'un système d'accréditation pour les centres PDC de l'EFTP.

3. Pour chacun des dossiers de passations de marchés cité à la section 2. MCA-Côte d'Ivoire recrutera entre trois (3) et cinq (5) panelistes pour les évaluations des propositions techniques et financières. Un des profils recherchés pour ces évaluations est le suivant :

- **Experts en mobilisation communautaire et en engagement des parties prenantes.**

4. Les **Experts en mobilisation communautaire et en engagement des parties prenantes** qui prendront part aux panels d'évaluation devront avoir le minimum de qualifications indiquées ci-après :

Les Consultants évaluateurs doivent avoir un diplôme d'études universitaires (BAC+4/5 au minimum) en sciences sociales ou dans une discipline connexe (anthropologie, sociologie, politique publique, développement communautaire, etc.). Ils/elles doivent disposer d'une expérience en développement international dans le domaine de l'évaluation et de la gestion de l'impact social et des relations avec la communauté et d'une expérience démontrée des normes de performance de la SFI, intégrant les considérations des personnes vulnérables/ communautés marginalisées dans les projets de construction d'infrastructure sociale, y compris la réinstallation, de compensation et de restauration des moyens de subsistance axés sur la planification participative dans au moins deux (2) projets ou missions impliquant soit l'engagement de parties prenantes soit la mobilisation communautaire au sens de l'information et la sensibilisation des communautés. Cette expérience spécifique pourrait se démontrer par les fonctions occupées de chef de projets à forte composante de mobilisation communautaire ou d'engagement des parties prenantes, de directeur/coordonnateur de la qualité de programmes au sein d'une ONG travaillant avec les communautés. Une expérience significative de travail directement en Afrique de l'Ouest francophone et particulièrement en Côte d'Ivoire dans le secteur des infrastructures sociales (éducation primaire et secondaire, santé, etc.), des expériences démontrées de développement communautaire participatif et les méthodes consultatives, des expériences de travail en étroite collaboration avec des organismes gouvernementaux à tous les niveaux et / ou des ONG et / ou le grand public, seront considérées comme des atouts supplémentaires. L'usage du français comme langue de travail est requis.

5. Veuillez contacter l'Agent de Passation des Marchés à l'adresse indiqué en entête de ce document, en indiquant vos coordonnées complètes et en rappelant la référence de la Demande de Qualifications pour en recevoir la version complète incluant les termes de référence et le modèle de CV.
6. Les Consultants peuvent demander des clarifications par courrier électronique au plus tard **5 jours** avant la date limite de soumission, afin que les réponses soient fournies à tous ceux-ci au plus tard **3 jours** avant la date limite de soumission. Les demandes de clarifications sont reçues à l'adresse indiqué en entête de ce document.
7. Les propositions des consultants doivent parvenir au plus tard **le 09 Novembre 2018, 15h00, heure d'Abidjan** à l'adresse indiquée en entête de ce document.